

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 29 (1937)
Heft: 8

Artikel: L'Angleterre surmonte la crise
Autor: Weckerle, E.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384101>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Angleterre surmonte la crise.

Par *E. Weckerle.*

Si un jour un historien était appelé à relater les événements multiples et variés qui se sont déroulés depuis la crise, soit depuis près de 8 ans, dans le monde entier, il serait surpris du tableau paisible que donnait l'Angleterre à une époque où les plus fortes convulsions secouaient jusqu'à la base la plupart des autres pays, où les formes d'Etat s'évanouissaient en l'espace d'une nuit et où les régimes s'écroulaient comme de simples châteaux de cartes en dépit des lois et des constitutions. Contrairement à d'autres pays, l'Angleterre n'a pas connu l'ère des faillites bancaires «à la chaîne», elle n'assista à aucun krach industriel, et le spectacle des scandales financiers et industriels lui fut épargné ainsi que l'atmosphère de panique qui envahit généralement les bourses après des troubles de cette nature. Au cours de ces années de tourmente, l'Angleterre a mené son économie et sa politique d'une main ferme et calme parmi les écueils; le gouvernement chercha à entraîner le pays, l'un des premiers grands Etats industriels du monde, vers un nouvel essor économique dont beaucoup avaient perdu tout espoir. Depuis, il est vrai, nombre d'autres pays ont suivi les traces de l'Angleterre mais aucun n'y est parvenu avec un tel succès, abstraction faite peut-être de la Suède dont l'essor ne supporte, à vrai dire, pas de comparaison. L'Angleterre est le seul pays qui, actuellement, occupe dans le processus de la production davantage de main-d'œuvre qu'en 1929 et qui, parmi les pays occidentaux, est le seul dont la production soit en général supérieure au niveau de celle de la dernière période de prospérité. A la fin de l'année dernière, il l'avait déjà dépassé de 20 pour cent, tandis que l'essor phénoménal que prenait la production aux Etats-Unis atteignait à peine ce degré. Depuis lors, l'évolution se poursuit sans arrêt. Une fois encore, tous les chiffres se rapportant à l'activité économique sont sensiblement supérieurs à ce qu'ils étaient à l'époque correspondante de l'année précédente. C'est ainsi, par exemple, que la production du fer en mars 1937 s'élevait à 680,300 tonnes contre 633,000 tonnes l'année précédente; on a atteint par là le maximum enregistré depuis la guerre. La production de l'acier s'éleva à 1,109,500 tonnes contres 980,100 tonnes l'année passée, battant ainsi un record dans les annales de la production britannique.

Tout cela s'est effectué sans bruit et dans le calme le plus complet. Contrairement à l'Allemagne et l'Italie, l'Angleterre n'a pas lancé d'appel en faveur d'une «Bataille du travail», elle n'a également pas annoncé de «Lutte pour la production»; par contre elle a combattu d'autant plus efficacement le chômage et elle est parvenue à augmenter la production. Et que l'on ne vienne pas nous dire que l'Angleterre ait pu mener plus facilement que les autres pays la lutte contre le chômage. Certes, sa production

n'avait pas reculé dans des proportions aussi fortes que celle de l'Allemagne par exemple, ou encore que celle des Etats-Unis où elle fut réduite à peu près de moitié comparativement à celle de 1919, mais l'Angleterre n'a également jamais joui d'une prospérité telle que celle dont ont bénéficié les deux autres pays. Abstraction faite d'une courte période qui suivit la guerre mondiale, l'Angleterre n'était jamais parvenue, à vrai dire, à sortir effectivement d'un état de crise latent, ce qui est prouvé par le fait qu'elle n'est jamais venue à bout de son armée de chômeurs. L'Angleterre semble avoir été plus fortement frappée que les autres pays par la guerre et les bouleversements économiques consécutifs à cette catastrophe. Déjà en tant qu'«atelier du monde», elle se vit soudain privée de plusieurs débouchés puisque la plupart des pays d'outre-mer mirent à profit les années de crise pour créer leurs propres industries. L'Angleterre autrefois proverbiale par ses cotonnades a dû se rendre à cette évidence: des pays tels que les Indes et le Japon peuvent fort bien soutenir la concurrence anglaise dans leur pays. Une scène inoubliable fut celle au cours de laquelle un député déposa sur la tribune du Parlement britannique une chemise confectionnée au Japon et mise dans le commerce pour le prix d'un shilling et qu'aucun fabricant de cotonnade ne pouvait se dire en mesure de fournir au même prix. Il est vrai que, depuis lors, le commerce des cotonnades a repris, mais l'année dernière encore, il était toujours au-dessous du niveau de 1929, époque à laquelle cette branche de production ressentit déjà les effets de la crise.

Une autre industrie importante semble également avoir perdu le premier rang qu'elle occupait incontestablement avant la guerre: les charbonnages. On en connaît les raisons: le charbon, auquel l'Angleterre doit la majeure partie de sa richesse, a été détrôné par d'autres grandes puissances — les carburants et l'électricité. De plus, les mines anglaises ont une part moins grande que l'industrie des cotonnades à la reprise économique. L'année dernière, la production se chiffra au total à 19,0 millions de tonnes contre 21,4 millions de tonnes en 1929, tandis que la production journalière de cotonnade reste encore à peu près au niveau de 1930.

Il serait aisé d'extraire du domaine de l'économie anglaise de nombreux faits qui parlent en sa défaveur. Il conviendra à ce propos de relever le caractère nettement conservateur de l'industrie anglaise. Contrairement à la plupart des autres pays qui presque tous ont rénové leur outillage par des machines complètes, l'Angleterre se plaît à conserver des antiquités mécaniques dignes du temps où la technique était encore au berceau de son développement. On ne connaît pas dans la patrie par excellence des machines, ces grandes fabriques qui occupent des dizaines de milliers d'ouvriers sinon sous le même toit, du moins sous la même direction, entreprises que l'on rencontre par douzaines en Allemagne et aux Etats-Unis. Dans l'industrie anglaise du fer et de l'acier et du textile, on trouve encore, en comparaison de ce qu'on rencontre

dans la plupart des autres pays, surtout des entreprises moyennes et, dans les premières industries, très souvent encore des petites entreprises. L'industrie anglaise est très dispersée et, sans vouloir prétendre que la rationalisation y soit pour ainsi dire inconnue, il n'en est pas moins vrai qu'en regard de la technique moderne elle a maintenu un caractère beaucoup plus conservateur que toutes les industries des pays qui importent leurs machines.

Ces faits reconnus, la reprise économique qui se dessine dans ce pays est d'autant plus frappante. On serait véritablement tenté de parler d'un miracle économique si cette expression n'avait pas, à la suite de l'époque de prospérité Hoover, hérité d'une réputation déplorable, à bon droit d'ailleurs. Mais, tout s'est fort bien passé sans miracle; et voici pourquoi: L'Angleterre a conservé son sang-froid et n'a pas adopté comme d'autres des filtres et des remèdes de charlatans. Confiante dans son système qui a fait ses preuves pendant plus de 150 ans, il ne lui vint pas même à l'idée d'essayer de l'ébranler d'une manière ou de l'autre. Plus avisée que la plupart de ceux qui s'attribuèrent sans scrupule les mérites de la technique anglaise, l'Angleterre accepta tout d'abord la crise jusqu'à ce que cette dernière ait atteint son point culminant, les Anglais étant persuadés que cette crise contenait en elle-même le remède nécessaire au redressement économique. Elle a avant tout respecté l'organisation de la société, organisation nécessitée par la machine même. Personne n'eut l'idée de toucher aux libertés acquises par la bourgeoisie ou aux droits conquis par la classe ouvrière. Aucun drapeau fasciste ne fut hissé sur les maisons syndicales et les Anglais ont toujours rougi de honte à la seule idée que l'on aurait pu envoyer dans un camp de concentration des êtres qui défendaient leurs droits les plus légitimes. Il est certain que les baisses de salaires et les secours de chômage ne restèrent pas inconnus en Angleterre. Mais tout cela fut loin d'être appliqué comme dans la plupart des autres pays et, dès la reprise des affaires, un mouvement contraire se dessina, dû au fait que les ouvriers disposant d'organisations syndicales purent agir sans retard grâce à la pression que leurs syndicats purent exercer. En 1934 déjà, au lieu de baisser, les salaires augmentèrent en proportion de 91,500 livres par semaine. L'année suivante, l'augmentation atteignit 192,100 livres et en 1936 même 487,050 livres, laquelle compensa la perte de salaire subie par la classe ouvrière anglaise depuis la crise. Un fait qui mérite d'être signalé, c'est que ce relèvement des salaires s'est fait pour ainsi dire sans bruit et sans grande extériorisation. Au point de vue de la politique sociale, les dernières années sont les plus calmes que l'Angleterre ait connues depuis la guerre. Le nombre des journées perdues à la suite de grèves et de lock-outs ne s'élevait même pas à 2 millions et en 1934 même pas à 1 million, alors qu'elles furent beaucoup plus nombreuses au cours des années précédentes.

Il a été prouvé que ces hausses de salaires ont exercé par la

suite un effet salubre sur l'évolution économique de l'Angleterre. L'accroissement du revenu des ouvriers occupés en plus grand nombre a augmenté à son tour la capacité d'achat des masses et a créé ainsi les conditions favorables à la seconde phase, définitive, de l'évolution économique: c'est-à-dire l'amélioration dans les industries des biens de consommation. Selon l'indice, le chiffre d'affaires pour les denrées alimentaires dans le commerce de détail passa de 100 en 1933 à 103 en 1934, de 111 en 1935 à 120 en 1936; le chiffre d'affaires global du commerce de détail pour toutes les autres marchandises s'éleva respectivement de 100 à 103 et de 108 à 113. Entre temps les prix subirent également une légère hausse mais qui fut loin d'être comparable à l'accroissement du chiffre d'affaires. Après avoir marqué de son sceau les industries des biens de consommation, l'ère de prospérité revint aux industries des biens de production et c'est ainsi que le cycle de l'économie, dans la période de redressement, se boucla comme si on avait pris exemple sur les nombreux manuels d'économie politique. Toute la manœuvre fut donc la suivante: la crise entraîna une baisse de l'argent et des marchandises, et l'on reprit goût au commerce. En Angleterre, tout ce développement se fit sous forme d'une forte réanimation du marché du bâtiment, ce qui, au premier temps de la reprise, fut considéré comme le signe précurseur d'une nouvelle ère de prospérité. C'est ainsi, par exemple, que les sommes prévues par les projets de construction dans 146 villes passèrent de 3,3 millions de livres en 1931 à 3,9 millions en 1932, 5,2 millions en 1933, 5,8 millions en 1934, 6,5 millions en 1935 pour retomber à 6,2 millions en 1936. Le reste du marché du bâtiment ne suivit que lentement ce développement. En 1931, on n'avait pas encore atteint le fond de la dépression; ce ne fut que l'année suivante que l'on descendit jusqu'à 1,8 millions de livres, puis au cours des 3 ans qui suivirent on remonta à 2,1, 3,0, puis 3,5 millions, si bien qu'en 1936 on avait dépassé le point de chute. Cette reprise du bâtiment, qui n'impliquait aucune politique du logement, annonçait déjà la troisième phase, celle de la réanimation de la production des biens d'investissement, et l'intervalle entre ces deux phases se caractérise précisément par l'augmentation de la consommation dont nous avons parlé ci-dessus. Nous avons parcouru ainsi tout le cycle méphistophélique du capitalisme, et la différence entre l'Angleterre et les autres pays réside principalement dans le fait que, dans ces derniers, on a surtout oublié d'en tenir compte tandis qu'on se le rappelait dans le pays natal du machinisme et par conséquent terre d'élection des crises économiques modernes.

Il est indiscutable que l'État ne s'est pas abstenu de toute intervention sur le plan économique et qu'il n'a pas laissé les événements se dérouler seulement selon l'automatisme de la crise. Bien que l'Angleterre fût le pays où l'on se soit cramponné le plus fortement au principe du libre jeu des forces économiques, on en admet pas moins que c'est non seulement au grand capital mais

aussi au prolétariat et aux classes moyennes qu'il appartient de jouer sans entrave un rôle déterminant dans l'élaboration des mesures qu'il s'agit de prendre. La première intervention de l'Etat fut la dévaluation de 1931. Mais on ne saurait la mettre sur le même pied que les mesures semblables prises plus tard par d'autres pays. Parmi les Etats européens belligérants, l'Angleterre fut seule à s'opposer à la dévaluation pour raison de prestige. Comme on le sait, l'Allemagne, par l'inflation, avait laissé tomber le mark à zéro et abandonné totalement sa monnaie; et déjà pendant les premières années de guerre, la France et l'Italie avaient réduit une première fois leur monnaie au sixième et au cinquième de sa valeur. Dans le cas qui nous occupe, l'Angleterre, en dévaluant, ne fit donc que suivre la voie dans laquelle d'autres pays s'étaient engagés bien avant elle. Elle a dû payer bien cher cette omission; tandis que grâce à la dévaluation les autres Etats se soulageaient d'une part de leur dette, l'Angleterre dut supporter tout le poids de la sienne pendant de longues années. Il en résulta une crise économique latente dont les effets n'avaient pas complètement disparu au moment où le monde entier commença à chanceler sans qu'il fut possible d'enrayer l'effondrement. Depuis longtemps, en Angleterre, des voix n'avaient cessé de s'élever en faveur de la dévaluation. Les dirigeants n'en avaient sciemment pas tenu compte et ce n'est que lorsque la crise mit le pays devant l'impossibilité technique de maintenir sa devise qu'il fallut se résigner à la mesure radicale. Ses effets eurent plutôt un caractère rétroactif tendant à la réparation du mal; ce ne fut pas un acte de longue portée destiné à préparer la voie à une conjoncture nouvelle. Contrairement à d'autres pays qui appliquèrent des mesures identiques, l'Angleterre ne bénéficia en conséquence d'aucune reprise immédiate, tout au moins dans le commerce extérieur, bien que ce soit surtout à cet égard que la dévaluation pût jouer le rôle de stimulant. En fait, jusqu'à ce jour, la conjoncture, en Angleterre, a toujours été considérée principalement en fonction de l'économie intérieure. Les exportations subirent même au contraire, dans les années qui suivirent la dévaluation, un affaissement encore plus sensible. Du chiffre de 390,6 millions de livres atteint en 1931, elles tombèrent à 365,0 millions en 1932 et à 367,9 millions en 1933 pour ne se relever qu'en 1934 à 396,0 millions et en 1935 à 425,9 millions et atteindre 440,7 millions de livres en 1936 (contre 570,8 millions par exemple en 1930, c'est-à-dire immédiatement avant la dévaluation. Comme deuxième mesure de grande envergure prise pendant la période de crise, il faut citer les accords d'Ottawa. Le but de ces accords était, à vrai dire, plutôt une aide de l'Angleterre en faveur des Dominions qui eux aussi souffraient de crises terribles, et c'était aussi une tentative de resserrer les liens économiques entre les diverses parties de l'Empire; ces accords n'étaient en somme pas destinés à combattre la crise économique anglaise proprement dite. Cependant, ils ont contribué à la réanimation du commerce anglais

avec les Dominions. La part de ces derniers dans le chiffre des exportations britanniques s'éleva en 1930 et 1936 de 43,5 à 49,2 pour cent, si bien qu'aujourd'hui presque la moitié des exportations revient à l'Empire lui-même et la part des Dominions dans le chiffre des exportations est montée, dans la même période, de 29,1 à 39,1 pour cent. Mais consécutivement les exportations anglaises ont fléchi de 570,8 à 440,7 millions de livres et les importations ont reculé de 1044,0 à 848,9 millions. L'augmentation du pourcentage sus-indiqué par rapport au commerce britannique est donc attribuable à une forte diminution des volumes des échanges, et il ne manque pas de voix autorisées en Angleterre qui s'élèvent aujourd'hui contre les accords d'Ottawa, leur imputant une relation de cause à effet et qui en demandent l'application moins stricte, voire même la dénonciation. Par contre, les mesures douanières ont agi d'une manière nettement favorable, du moins pendant la première phase du redressement économique. De plus en plus, dans la terre classique du laisser faire et du laisser passer on a fait fi des vieux principes économiques auxquels on était pourtant redevable du bien-être et de la suprématie mondiale, et, à coups de paragraphes, on ferma la frontière à l'importation des marchandises étrangères. Cette évolution qui se dessinait déjà dans la période d'après-guerre s'affirma en particulier lorsque la crise éclata; elle fut ainsi partiellement consécutive aux accords d'Ottawa et fut également en partie le moyen auquel le gouvernement dut recourir pour protéger les entreprises industrielles et pour assurer enfin la tranquillité indispensable à leur réadaptation technique et organique dont l'impérieuse nécessité se faisait sentir depuis longtemps. Ainsi l'Angleterre promulgua des droits d'entrée tutélaires de 33,5 pour cent *ad valorem* frappant l'acier et le fer. Au début, le délai prévu pour cette mesure fut fixé à trois mois puis on le prolongea à deux ans et finalement il fut prorogé pour une période illimitée. Simultanément, gouvernement et industriels arrêterent en commun un plan de réorganisation quinquennal. Les droits de douane se révélèrent une arme efficace dans les mains du gouvernement qui put ainsi faire pression aussi bien sur l'industrie indigène que sur les pays concurrents. La faculté de l'Etat de pouvoir en tout temps abroger ces droits de douane eut pour effet de stimuler les industriels anglais et en même temps elle permit de remettre en relativement bonne posture l'industrie anglaise du fer et de l'acier, tout en restant dans le cadre des conventions du Cartel international de l'acier fixant des contingents internationaux. Après la ratification de ces conventions le gouvernement dut envisager la réduction des droits de douane. L'efficacité de ces mesures se traduisit très clairement par les chiffres de la production. La production mensuelle moyenne de fer brut monta entre 1931 et 1936 de 314,000 à 641,000 tonnes et celle de l'acier brut, pendant la même période, de 434,000 à 975,000 tonnes. Depuis lors la production s'est encore accrue.

C'est là que prennent fin les mesures que le gouvernement anglais prit pour combattre la crise. Quant aux subventions, elles restèrent toujours bien en dessous de ce qu'elles sont dans d'autres pays, car on craignait de porter atteinte au principe selon lequel le processus d'élimination doit offrir à chacun des chances égales. Comme exception on pourrait citer la fourniture de crédits à faible intérêt destinés à l'achèvement du paquebot *Queen Mary*. Par contre, en Angleterre on n'a jamais commis l'erreur de considérer les programmes d'armements comme une mesure destinée à créer des occasions de travail. L'opinion publique anglaise reconnaît que les armements sont stériles et qu'ils vont à l'encontre de toute politique sociale. Cette conception est si généralement ancrée que ce n'est pas sans une véritable répugnance que l'on envisagea l'augmentation des armements lorsque l'Angleterre se vit menacée par des Etats qui font de l'industrie de guerre l'alpha et l'oméga de leur politique, sans qu'il s'agisse d'Etats fascistes uniquement. Quant à ces derniers, si l'on est en droit de parler de conjoncture économique fonction de l'industrie des armements, un tel jugement ne saurait être porté sur l'Angleterre. Le programme gigantesque de réarmement que l'Angleterre vient d'annoncer au monde n'est que dans sa première phase d'exécution et n'a donc joué aucun rôle dans la reprise économique qui lui est antérieure.

L'Angleterre va-t-elle continuer à vivre tranquillement comme elle vient de le faire dans une période de bouleversement? Seul l'avenir le dira. Mais le présent nous démontre que l'Angleterre, pays qui est non seulement le berceau du machinisme mais aussi celui de la démocratie moderne, les formes politiques et sociales héritées du passé ont prouvé une fois de plus toute leur force. Il a été démontré tout à nouveau que la démocratie pénétrée du sens de la responsabilité est capable de faire face aux pires situations et cela d'autant plus que ses formes sont plus perfectionnées. L'Angleterre est peut-être le seul pays dans lequel on n'a fait aucune entorse à la démocratie, même pendant la plus sombre dépression. On n'a jamais cédé à aucune tentation de porter atteinte aux droits politiques et sociaux du peuple. C'est précisément grâce à cela que l'arme démocratique ne s'est pas émoussée. Si, au cours de ces dernières années, l'Angleterre n'avait eu que cet exemple pour enrichir l'histoire de l'humanité, à savoir celui d'une démocratie fonctionnant sans heurt, cet exemple serait assez grand pour valoir à l'Angleterre une place d'honneur parmi les nations qui se sont faites particulièrement remarquer par leur œuvre civilisatrice et culturelle. Car, en même temps qu'elle donnait cet exemple, l'Angleterre raffermissait dans le monde entier la foi en la démocratie. La grande évolution qui s'est accomplie aux Etats-Unis sous la présidence de Roosevelt est due incontestablement à l'impulsion de l'Angleterre, et les réformes sociales qui ont bouleversé la France l'année passée ne se seraient probablement pas produites sans l'exemple de l'Angleterre. Aux Etats-Unis comme en France, on a

compris en quoi consistait ce perfectionnement démocratique, condition du maintien de cette démocratie: sa puissante emprise sur la vie sociale. La tempête qui dernièrement a secoué la France et les Etats-Unis était en somme le rappel de cette réalité. Mais une fois en mouvement, les masses ouvrières ne se contentèrent pas des normes adoptées en Angleterre; elles les dépassèrent et en établirent d'autres. La semaine de 40 heures, les vacances payées, voilà les nouvelles solutions qui, pour la classe ouvrière, semblent être les conséquences logiques de la crise économique. Et ces réalisations proviennent maintenant de pays auxquels l'Angleterre hier encore tenait lieu d'exemple. Ainsi va la vie malgré tous les essais tentés pour lui barrer la route.

Problème du chômage.

Lors d'un Congrès international de science sociale tenu à Paris avec la participation d'éminents économistes venus de nombreux pays, il fut question entre autres de chômage et des mesures prises pour le combattre. Sur la base de rapports circonstanciés et de la discussion qui eut lieu à ce sujet, Max Lazard, rapporteur, a condensé les résultats dans un rapport que nous reproduisons ci-dessous.

1^o Pour orienter convenablement, soit l'étude scientifique du chômage involontaire, soit la lutte contre ce fléau social, il semble recommandable de définir le phénomène en question comme un état de déséquilibre plus ou moins durable survenant dans un cadre de lieu et de temps donné, entre certains ensembles qualitativement différenciés de demandes d'emploi, et les ensembles correspondants d'offres d'emploi.

2^o Les influences susceptibles d'amener une élévation du taux de chômage involontaire sont extrêmement nombreuses.

Pour en faire l'inventaire méthodique, il est recommandé de les répartir entre un certain nombre de grandes catégories, à savoir:

- a) influences agissant directement sur le marché du travail salarié;
- b) influences agissant sur le marché des marchandises;
- c) influences agissant sur le marché de l'argent;
- d) influences non économiques.

D'autre part, à l'intérieur des trois premières catégories, on a avantage à distinguer selon que l'influence défavorable agit du côté de l'offre ou au contraire du côté de la demande.

3^o Les données statistiques relatives au chômage étant très diverses et de qualités très variables, il est hautement désirable que le Bureau international du travail poursuive son effort en vue de dégager les conditions dans lesquelles elles sont susceptibles d'être